N° 89
10 juillet 2020

Vig'Info

Veille d'information du CCAS de Marseille

ACTION SOCIALE - POLITIQUES PUBLIQUES SANITAIRES ET SOCIALES

Un manuel pour les intervenants de l'action sociale pour améliorer l'accès aux droits
Le Défenseur des droits publie un guide de 18 fiches thématiques sur l'action sociale et **les possibilités de recours au Défenseur des droits** avec des exemples concrets. La fiche n° 1 traite de la discrimination et du harcèlement, la n° 2, de l'accès à l'énergie (eau, électricité, téléphone) et d'autres **domaines** : justice, enseignement, fiscalité, etc.
" Guide pratique à l'usage des intervenants de l'action sociale ", Défenseur des droits, Mars 2020

L'État et les risques : les leçons de la crise du covid-19
Une note de France Stratégie expose les attentes des citoyens vis-à-vis de l'État sur les risques **liés à la pandémie de covid-19**. Elle met **à l'honneur les services publics** (notamment de la santé), qui ont démontré résilience et adaptabilité **face à la crise**, et **évalue sa gestion au niveau politique** ainsi qu'au niveau de l'État.
" Quelles attentes à l'égard de la puissance publique face aux risques ? ", France Stratégie, 2020

Suivez l'actualité du CCAS de Marseille sur sa page Facebook
Au menu : une présentation des actions du CCAS, son actualité, des reportages…
Ce nouvel affichage du CCAS répond à un **souhait d'immédiateté** de diffusion de l'information et apporte un plus pour les publics davantage utilisateurs des réseaux sociaux que des sites Internet conventionnels.
http://www.facebook.com/ccasdemarseille/

COHESION SOCIALE - HABITAT - LOGEMENT - PATRIMOINE - URBANISME

Le Sénat « au chevet » du patrimoine
Un rapport d'information du Sénat établit **36 recommandations** pour développer **la connaissance du patrimoine** et sa **mise en valeur**. Après un travail **d'identification et de recensement**, le rapport suggère de **repérer l'ensemble des acteurs compétents** puis de **mobiliser toutes les possibilités de financements** publics et privés.
" Rapport d'information fait au nom de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation sur les maires face au patrimoine historique, architectural: protéger, rénover, valoriser ", Dagbert Michel et de La Provôté Sonia, Sénat, 13 mai 2020

DEVELOPPEMENT DURABLE

Environnement et documents communicables aux citoyens
Une **circulaire du 11 mai 2020** rédigée par le ministère de la transition écologique et solidaire met à jour les principales dispositions opérationnelles sur le **droit d'accès pour les citoyens à l'information environnementale.** Six fiches sont actualisées tels que la **liste des textes applicables** (fiche n° 1), les **motifs légaux de refus de communication** (fiche n° 3), la **diffusion publique des informations** (fiche n° 6).
Circulaire du 11 mai 2020 relative à la mise en oeuvre des dispositions régissant le droit d'accès à l'information relative à l'environnement

Mise en œuvre de la transition écologique : une boîte à outils pour les élus
Le ministère de la transition écologique et solidaire a mis en ligne une boîte à outils à destination des élus, notamment issus des élections municipales, pour la **mise en œuvre rapide de mesures concrètes** sur les territoires relevant de leurs responsabilités. Le point de mire est d'atteindre la **neutralité carbone en 2050** conformément à l'objectif national. 30 ans seront-ils suffisants ou ne sera-t-il pas déjà trop tard ?
Transition écologique et solidaire : boîte à outils des élus, ministère de la transition écologique et solidaire, 26 juin 2020

ENVIRONNEMENT INSTITUTIONNEL - ORGANISATION ADMINISTRATIVE

Publication du rapport annuel de l'IGA
Comme chaque année **l'Inspection Générale de l'Administration** (IGA) publie le bilan de ses missions avec des **éléments chiffrés** et un rappel du **périmètre de ses actions** en trois axes : la sécurité intérieure, la protection des populations et des territoires.
Rapport d'activité de l'Inspection Générale de l'Administration 2019, Ministère de l'intérieur

Rapport annuel pour la DAJ
La **Direction des Affaires Juridiques** (DAJ) du ministère de l'économie, des finances, de l'action et des comptes publics a publié son rapport d'activité 2019. Elle a notamment été sollicitée dans un objectif de **moderniser la commande publique**. Elle a assuré la gestion des contentieux où l'État s'est notamment porté partie civile compte-tenu des **préjudices subis** (dégradations perpétrées par les gilets jaunes, lutte contre le terrorisme, etc.). Elle est intervenue pour le **règlement amiable de litiges** (convention entre l'État et les assureurs) et sur des missions de conseil et d'expertise : le pass culture, la taxe GAFA et **l'accompagnement de la mission APIE** (agence du patrimoine immatériel de l'État), etc.
Rapport annuel de la DAJ, ministère de l'économie, des finances, de l'action et des comptes publics, 2020

Le guide du maire mis à jour
Rédigé par la direction générale des collectivités locales et la direction générale des finances publiques, ce guide est l'accessoire indispensable des maires, expérimentés ou nouvellement élus, pour une gestion efficace de leur commune. Le guide rappelle le **rôle du maire et de son équipe**, met l'accent sur la **gestion du budget** et le **respect des règles juridiques en vigueur**. Une ressource de 661 pages qui anticipe les inéluctables prochaines échéances en traitant de la fin du mandat.
Le guide du maire, DGCL et DGFP, 2020

La Cnil, un rapport annuel entre conseil, protection et sanction
La Commission nationale de l'informatique et des libertés publie son rapport 2019 où elle s'érige en « ***allié de confiance du quotidien numérique*** », forte de ses trois principales missions : **protéger, accompagner et préserver**. La Cnil constate une hausse de 18 % du nombre de DPO (data protection officer ou délégué à la protection des données) et du nombre de plaintes (+27 %). Sept amendes ont été prononcées pour un montant de plus de 51 millions d'euros, pour utiliser une métaphore : la foudre frappe peu, mais lorsqu'elle frappe, elle frappe fort !
Rapport d'activité 2019 de la Cnil, juin 2020

Le Sénat « sonde » les Français sur la décentralisation
Réalisé par CSA research, un sondage commandité par le Sénat dresse un état des lieux des Français face à la décentralisation. Trois-quart des sondés se disent satisfaits des services publics locaux. Sur 19 services publics, cinq sont plébiscités : la sécurité des personnes et des biens (35 %), la gestion des déchets (29 %), la protection de l'environnement (28 %), l'entretien des routes (27 %) et l'organisation des transports publics (26 %). **L'action sociale arrive au 9e rang des priorités des Français** (15 %), après la prise en charge des personnes âgées dépendantes, le logement, l'habitat et l'enseignement primaire. Le tourisme, l'enseignement supérieur et la protection du patrimoine sont en fin de classement.
" Les Français et la décentralisation, enquête auprès du grand public ", Sénat, Mars 2020

De la publication des décisions des juridictions administratives
Le décret n° 2020-797 du 29 juin 2020 modifie sensiblement les règles de **publicité des décisions** prononcées par les juridictions administratives. Ce sont désormais **toutes les décisions qui doivent être mises à la disposition du public dans les deux mois de la date de leur lecture**. Sont comprises les décisions du Conseil d'État, celles des 8 et bientôt 9 cours administratives d'appel et des 42 tribunaux administratifs. Des dispositions identiques s'appliquent pour les tribunaux judiciaires, cours d'appel et Cour de cassation.
Décret n° 2020-797 du 29 juin 2020 relatif à la mise à la disposition du public des décisions des juridictions judiciaires et administratives, JO n° 160 du 30 juin 2020, texte n°1

FINANCES - MARCHES PUBLICS

Insee : les comptes des administrations publiques dans le rouge ?
Les administrations publiques affichent un **déficit pour 2019 à hauteur de 3 % du Pib**. **Les recettes de l'État diminuent** tandis que **les dépenses augmentent**, soit une **hausse du déficit de 0,7 points**, une situation à suivre étroitement avec l'impact de la crise liée à l'épidémie de covid-19.
Les comptes des administrations publiques en 2019, Insee, 29 mai 2020

Lutte contre la corruption dans l'achat public : un guide opérationnel pour gagner
L'achat public est un domaine où **les risques d'atteintes à la probité sont maximum**. Une sensibilisation régulière et soutenue des acteurs est indispensable pour éviter tout risque pénal omniprésent. C'est l'objet de ce **guide** comprenant une boîte à outils pour effectuer une cartographie des risques, des fiches réflexes et des exemples de **code de bonne conduite anticorruption**.
" Maîtriser le risque de corruption dans l'achat public", Agence française anticorruption et Direction des achats de l'État, Juin 2020

FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE

Point sur l'état de la fonction publique en 2018
Le ministère de l'action et des comptes publics publie son étude annuelle sur l'emploi dans la fonction publique. De nombreux chiffres et statistiques donnent une **radiographie précise de la fonction publique qui comprend près de 5,6 millions d'agents.** À noter que la féminisation se poursuit ainsi que l'augmentation de la proportion des agents de catégorie A.
Yaya Ba A., Pons Y., " L'emploi dans la fonction publique en 2018 ", Ministère de l'action et des comptes publics, Juin 2020

Une aide au management post covid-19
Le ministère de l'action et des comptes publics a publié un **guide pratique relatif à la reprise du travail** après la période inédite de confinement obligatoire. Doté de **nombreux outils pratiques**, **ce document servira utilement de support aux managers pour mieux assurer leurs fonctions, entre risque et opportunité**.
" Manager dans un contexte de post-crise Covid-19 :Comment anticiper et accompagner ses équipes et la reprise de l'activité ", Ministère de l'action et des comptes publics, Mai 2020

Un « super bilan social » de la FPT
La Fédération nationale des centres de gestion (Fncdg) a publié un document visant à **constituer un appui aux collectivités territoriales et établissements publics afin de leur permettre de gérer au mieux leur ressource humaine**. Dix indicateurs ont été choisis allant des effectifs à l'égalité professionnelle en passant par les conditions de travail et les absences. À ce titre, le bilan constitue un outil précieux d'aide à la décision et une mine d'informations.
" 10 groupes d'indicateurs repères pour le pilotage des ressources humaines ", FNCDG, 2020

La CNRACL a du PEP'S
La plateforme employeurs publics (PEP'S) permet aux collectivités territoriales et établissements dont le personnel est affilié à la CNRACL notamment de bénéficier d'un **service sécurisé et gratuit** pour la gestion de la retraite des agents publics. La navigation est simplifiée et de nouveaux outils sont à disposition avec une administration des comptes facilitée.
Nouvelle plateforme PEP'S de la CNRACL, 9 juin 2020

SECURITE

Internet : signaler un contenu illicite sur Internet
Formidable outil pour partager ou obtenir des informations, rester en contact avec ses proches, **Internet n'en est pas moins un espace où les risques** existent. Il convient de savoir les maîtriser pour mieux les éviter. **Ce portail officiel** conseille pour se protéger des dangers d'Internet et **permet de signaler tout contenu illicite**. Chaque signalement donnera lieu à une enquête des forces de sécurité.
Portail officiel de signalement du contenu illicite de l'internet", Ministère de l'intérieur

VigInfo en veille...

VigInfo prend ses quartiers d'été.
Toute l'équipe vous donne rendez-vous à la rentrée et reste mobilisée pour vous apporter toute information nécessaire.
N'hésitez pas à nous contacter : contact.vigInfo@ccas-marseille.fr